

Sous la direction de
NICOLE GALLANT et
STÉPHANIE GARNEAU

Regard sur...



LES JEUNES ET L'ACTION POLITIQUE

Participation, contestation, résistance

INRS
UNIVERSITÉ DE RECHERCHE

 Observatoire
Jeunes et Société



LES JEUNES ET L'ACTION POLITIQUE

PARTICIPATION, CONTESTATION, RÉSISTANCE

REGARDS SUR LA JEUNESSE DU MONDE

Dirigée par Madeleine Gauthier

Depuis trois décennies, les études sur les jeunes ont connu un foisonnement sans précédent dans toutes les sociétés, du moins en Occident. Toutes les disciplines des sciences sociales ont été mises à contribution à des degrés divers. Des chantiers de recherche ont été ouverts çà et là, selon les perceptions, les besoins, les questions du moment. Cette collection réunit des ouvrages portant sur l'état des travaux réalisés sur la jeunesse dans différents pays du monde afin de mesurer l'ampleur et l'importance de ces travaux, mais surtout d'en faire ressortir les principales thématiques et la manière de les aborder selon les sociétés. D'où devrait se dégager, à travers l'inventaire des travaux, une meilleure connaissance de la jeunesse du monde.

La collection est dirigée par Madeleine Gauthier et le comité éditorial est composé de Jorge Benedicto, Serge Côté, Nicole Gallant, Jean-François Guillaume, Emmanuelle Maunaye, Marc Molgat, Claude Trottier et Mircea Vultur.

Une liste des titres parus dans la collection est disponible à la fin du volume.

Sous la direction de
NICOLE GALLANT
ET STÉPHANIE GARNEAU

LES JEUNES
ET L'ACTION POLITIQUE

PARTICIPATION, CONTESTATION, RÉSISTANCE



Presses de
l'Université Laval

Les Presses de l'Université Laval reçoivent chaque année du Conseil des Arts du Canada et de la Société de développement des entreprises culturelles du Québec une aide financière pour l'ensemble de leur programme de publication.

Financé par le gouvernement du Canada
Funded by the Government of Canada



Maquette de couverture: Laurie Patry
Mise en pages: Danielle Motard

ISBN papier: 978-27637-2772-1
ISBN pdf: 9782763727738
ISBN ePUB: 9782763727745

© Les Presses de l'Université Laval
Tous droits réservés. Imprimé au Canada.
Dépôt légal (Québec et Canada), 1^{er} trimestre 2016

Les Presses de l'Université Laval
www.pulaval.com

Toute reproduction ou diffusion en tout ou en partie de ce livre par quelque moyen que ce soit est interdite sans l'autorisation écrite des Presses de l'Université Laval.

Table des matières

Introduction	1
Nicole Gallant et Stéphanie Garneau	

PARTIE I

CRISE DE LA PARTICIPATION OU CRISE DE LA REPRÉSENTATION ?

Les jeunes et l'action politique : problème conceptuel, question de perception, effet générationnel ou effet conjoncturel?	13
Madeleine Gauthier	

Naissance d'une génération?	43
Alain Bertho	

PARTIE 2

JEUNES ET POLITIQUE : FORMES CONTEMPORAINES

Les jeunes militants : influences, motivations, temporalités	61
Anne Quéniart	

L'engagement des jeunes et leur rapport à la politique : enseignements de quelques recherches menées en Belgique.....	87
Bernard Fournier	

PARTIE 3
DISPOSITIFS DE PARTICIPATION ORGANISÉE

Des usages d'un dispositif public d'incitation à l'engagement des jeunes : l'exemple du service civique en France	107
Valérie Becquet	
Les dispositifs de soutien aux initiatives des jeunes : des outils au service de la démocratie locale?	127
Karinne Guilloux, Patricia Loncle et Stéphanie Guillemard	
La formation et la documentation du savoir à la Fédération de la jeunesse franco-ontarienne (FESFO) : une stratégie gagnante pour renforcer l'engagement des jeunes dans la francophonie minoritaire	147
Christine Dallaire, Philippe Prévost, Magalie-France Houle	

PARTIE 4
SUBORDINATION, CONTESTATION ET RÉSISTANCE

Les chemins complexes de la politisation. Frustration, impuissance et engagement civique chez les jeunes Espagnols désavantagés.....	167
Jorge Benedicto et María Luz Morán	
Le RAJE citoyenne ou les conditions d'émergence de carrières d'engagement pour des jeunes en difficulté	189
Élisabeth Greissler et François Labbé	
La survie à l'école, « le politique » et la participation des jeunes dans les écoles brésiliennes.....	211
Lucia Rabello de Castro	

CONCLUSION

Pour changer le regard sur les jeunes et le politique : quelques idées de recherche	233
Stéphanie Garneau	
Notices biographiques.....	259

INTRODUCTION

Introduction

Nicole Gallant
et Stéphanie Garneau

Les textes rassemblés ici sont principalement issus de deux activités organisées par l'Observatoire Jeunes et Société. Préparées au cours de 2011, elles se sont toutes deux tenues au Québec en plein printemps 2012, donc sur fond de ce qui fut la plus longue et certainement l'une des plus impressionnantes mobilisations étudiantes de l'histoire de la société québécoise¹. La première activité était un atelier de réflexion sur l'engagement des jeunes dans diverses sphères de leur vie, tenu à Baie-Saint-Paul en avril grâce à un soutien financier du CRSH. À chaque pause, la situation sociale se réverbérait jusque dans notre huis-clos, alors que nos étudiants présents se rassemblaient autour de l'ordinateur de l'un d'eux afin de suivre l'état des négociations fraîchement rompues entre le gouvernement libéral et les trois représentants des associations étudiantes en grève, s'animant et s'indignant au moment de découvrir la proposition du gouvernement Charest, qui allait mener quelques jours plus tard à un affrontement agressif lors du Conseil général du Parti libéral à Victoriaville. La seconde activité dont sont tirés certains chapitres est un colloque intitulé, comme cet ouvrage, *Les jeunes et l'action politique : participation, contestation, résistance* et tenu dans le cadre du congrès de l'ACFAS à Montréal. Cette fois, le colloque a dû commencer

1. Voir Rhéal Séguin, « Student strike drags on as longest in Quebec history », *The Globe and Mail*, 8 avril 2012.

avec près de deux heures de retard parce que des bombes fumigènes avaient entraîné l'interruption du service de métro ce matin-là.

Ces événements en parallèle de nos activités d'animation scientifique illustraient vivement combien l'action politique des jeunes est bien vivante et qu'elle prend parfois des formes qui ne sont pas forcément reconnues comme légitimes par les pouvoirs publics en place. Les jeunes sont toujours politisés, mais peut-être autrement; ils continuent d'être engagés, mais peut-être ailleurs que là où les chercheurs regardent habituellement. Nous avons justement voulu rassembler des chercheurs prêts à déplacer leur regard là où les jeunes le mènent aujourd'hui. Nous avons tous pour objectif de mieux saisir les processus et les contextes qui façonnent de nos jours la conscience et l'action politiques des jeunes, tant au Québec qu'ailleurs dans le monde.

Cet ouvrage constitue le fruit de nos réflexions. Plusieurs types de matériau empirique et des cadres d'analyse différents, parfois même divergents, sont mobilisés tout au long des contributions. L'ouvrage veut ainsi, en plus d'ouvrir une fenêtre sur les espaces et modalités de l'action politique des jeunes dans une pluralité de contextes nationaux, stimuler une discussion autour des cadres conceptuels et angles d'approche de l'objet «jeunes et action politique». La conclusion générale tente en bout de piste de remettre en perspective et de problématiser ces divers angles en suggérant quelques avenues de recherche à explorer plus avant.

Les analyses réunies se déclinent en quatre parties distinctes et complémentaires. La première partie, *Crise de la participation ou crise de la représentation?*, remet en question l'idée communément admise selon laquelle l'engagement politique des jeunes serait en crise.

Dans le tout premier chapitre, **Madeleine Gauthier** retrace l'évolution des diverses dimensions du rapport des jeunes au politique, particulièrement au Québec. Avec force documentation, laquelle permet en outre de bien poser les termes de la problématique sous-jacente à l'ouvrage, elle montre que les impressions d'a-politisation et de dépolitisation des jeunes peuvent découler: soit d'un problème conceptuel (notamment le fait que la définition du politique, souvent réduite à la participation électorale, s'accommode mal des mutations dans les modes d'action de la jeunesse et dans leurs représentations de la démocratie et de la citoyenneté); soit d'une question de perception (qui dépend d'une image «romantisée» de ce qu'a pu être l'engagement politique de la jeunesse à d'autres époques); ou encore d'un effet conjoncturel (avançant entre autres l'hypothèse d'un effet cyclique

modulant les niveaux de participation politique de la jeunesse, lesquels feraient en quelque sorte écho aux cycles des partis politiques).

Ensuite, **Alain Bertho**, retraçant la récente croissance exponentielle des émeutes (à forte participation jeune et d'ailleurs régulièrement amorcées par la mort d'un jeune, notamment sous le coup d'une intervention policière), s'interroge sur l'éventuelle naissance d'un nouveau rapport au politique chez la génération actuelle des jeunes, placés dans un contexte de grande incertitude politique quant à l'avenir. Ce rapport au politique serait principalement fondé sur le triptyque a) de ce qu'il appelle adroitement « une culture de la singularité subjective », b) d'une nouvelle figure du peuple face aux financiers (figure fondamentalement transnationale, quoique simultanément souvent résolument ancrée dans des contextes nationaux) et c) d'une remise en question de la représentation comme forme de démocratie.

Suivent, dans une deuxième partie intitulée *Jeunes et politique : Formes contemporaines*, deux autres textes proposant des réflexions conceptuelles générales sur le rapport entre jeunes et politisations, à partir de sources empiriques divergentes mais complémentaires.

Pour commencer, **Anne Quéniart**, en s'appuyant sur une enquête qualitative par entretiens, trace les contours de la construction actuelle du jeune militant. Elle montre d'abord le rôle du contexte comme catalyseur de l'engagement (la socialisation familiale et plus globalement celle du milieu de vie, que ce soit l'école ou le groupe d'amis), puis se penche sur les raisons pour lesquelles les jeunes s'engagent, faisant apparaître des thèmes qui seront récurrents dans les parties 3 (l'articulation entre l'engagement pour autrui et l'engagement pour soi, lequel est ici lié à la construction identitaire, à la création de liens mais aussi aux rétributions symboliques, bien que les motivations altruistes restent les plus importantes dans son corpus) et 4 (le rôle important joué par l'indignation face à l'injustice comme facteur instigateur). Enfin, elle aborde une question importante pour la sociologie de la jeunesse plus générale, à savoir la place de l'implication politique dans le quotidien, parmi les autres engagements qui peuvent prévaloir en cette période de transitions multiples et dorénavant désynchronisées qui caractérisent cet âge de la vie.

Le texte de **Bernard Fournier** propose ensuite un plaidoyer pour nuancer le cadre de référence de la science politique quantitative concernant le niveau de politisation des jeunes, laquelle a longtemps été limitée à la participation électorale. L'auteur défend qu'il est à la fois nécessaire et faisable de construire des outils permettant de mesurer (même quantitativement) une

mosaïque de rapports au politique chez les jeunes, afin de tenir compte de la multidimensionnalité des diverses configurations du phénomène, plutôt que de les aborder en simples binômes (jeunes engagés ou non engagés). À l'aide d'une enquête par questionnaire réalisée à Liège en 2009, il illustre la faisabilité et la pertinence de ce type d'approche en s'intéressant au croisement entre la participation effective et l'intérêt à participer. Cette première opérationnalisation, en révélant notamment l'importante proportion (un peu plus du quart) de jeunes qui s'intéressent à la politique même si cela ne se traduit pas par une participation effective, permet de cerner plusieurs modalités de la (non)participation.

La troisième partie de l'ouvrage, intitulée *Dispositifs de participation organisée*, réunit trois textes qui abordent des dispositifs institutionnels (publics ou associatifs) visant à favoriser, en grande partie « par le haut », le développement de la participation politique des jeunes, parfois avec des retombées différentes que celles escomptées.

D'abord, **Valérie Becquet** propose une analyse du nouveau service civique en France, par l'étude de sa mise en œuvre au sein de l'organisme Unis-Cité, s'appuyant sur un examen des textes officiels, mais aussi sur une riche série longitudinale de questionnaires remplis par les jeunes volontaires. Elle montre comment, par un effet de « flexibilité interprétative », tant l'organisme que les jeunes se réapproprient le programme à des fins parfois éloignées de celles en provenance de l'État instigateur du dispositif, dont le discours symbolique est principalement issu de l'héritage du service militaire obligatoire. En effet, alors que le dispositif vise l'incitation à l'engagement pour autrui dans une optique de « contribution à la cohésion nationale », Unis-Cité en profite pour surtout mettre à l'avant-scène ses valeurs de mixité sociale et culturelle. Pour leur part, les jeunes volontaires y cherchent aussi beaucoup, et de plus en plus dans un contexte d'incertitudes croissantes concernant leur avenir personnel, l'acquisition d'une expérience bénéfique à leur trajectoire individuelle (dans une logique de formation professionnelle ; pour « réfléchir à son avenir » ; etc.).

Ensuite, tant le chapitre de **Guilloux, Loncle et Guillemard** que celui de **Dallaire, Prévost et Houle** se penchent sur des dispositifs qui visent à favoriser la rétention locale (en Bretagne) ou linguistique (franco-ontarienne) des jeunes, par le truchement de soutiens à leurs initiatives et d'une formation civique en lien avec la communauté. D'abord, **Karine Guilloux, Patricia Loncle et Stéphanie Guillemard** dévoilent les résultats d'une recherche collaborative avec des acteurs de terrain, réalisée par observations et entretiens collectifs et individuels (jeunes, élus,

professionnels et porteurs de projets pour une variété de dispositifs). Dans une première partie, les auteures montrent que, du point de vue des profils des jeunes concernés, les dispositifs ne sont pas aussi universels qu'ils le souhaitent, en raison d'une série de freins. Bien que les profils ne soient pas très hétérogènes, les raisons de participer qu'ont ces jeunes sont plurielles, les motivations personnelles d'engagement pour soi (plaisir, acquisition d'expérience) étant très articulées à l'engagement pour autrui (solidarité, «se filer des coups de mains», susciter des liens dans la communauté, faire «changer les choses»). Ces dispositifs ne parviennent toutefois pas toujours à faire davantage que superficiellement «recueillir l'expression des jeunes», quoique certaines modalités révèlent un véritable renouveau, parvenant notamment à créer une réelle interface entre les élus et les jeunes, conduisant vers une reconnaissance effective de la parole jeune.

Pour leur part, **Christine Dallaire, Philippe Prévost et Magalie-France Houle** se penchent sur un organisme spécifique, la Fédération de la jeunesse franco-ontarienne (FESFO), porte-parole des élèves des écoles de langue française en Ontario. Avec l'étude qualitative (entretiens avec des élèves et des jeunes animateurs) des retombées de la stratégie de renouvellement du leadership de cette organisation (par formation et documentation), les auteurs cherchent à déceler les mécanismes qui favorisent le double objectif d'accroître la contribution des jeunes à la communauté et de renforcer leur appartenance à la francophonie. En effet, il s'avère que les animateurs – eux-mêmes jeunes – encadrent sans les contrôler les élèves membres, ce qui favorise le choix de thématiques proches des intérêts des jeunes, mais aussi le développement de diverses compétences. Ce sont ces expériences réelles qui semblent donner aux jeunes membres la confiance pour ensuite intervenir et prendre part à la communauté, cimentant ainsi tant l'appartenance que l'engagement, du moins dans cette période de leur vie.

Enfin, la quatrième et dernière partie, ***Subordination, contestation et résistance***, porte sur des jeunes «qui n'ont pas a priori toutes les “dispositions” pour se mobiliser», comme le formulent Greissler et Labbé. Ici, tant **Benedicto et Morán** que **Greissler et Labbé** réitèrent l'importance de l'apprentissage et montrent à leur tour comment ce sont des expériences concrètes (qu'elles soient orchestrées ou non) qui contribuent le plus à la socialisation et à cet apprentissage politiques, et ce, également pour les jeunes en difficulté ou marginalisés.

Grâce à une étude qualitative par entretiens biographiques et groupes de discussion auprès de jeunes présentant une constellation de désavantages

et vivant des transitions complexes dans deux régions d'Espagne, **Jorge Benedicto et Maria Luz Morán** explorent deux volets de la politisation, distinguant, un peu comme Fournier, la participation effective des autres formes de politisation. Les jeunes tiennent des discours qu'on peut qualifier de politiques parce qu'ils « politisent la réalité au moyen de leurs interprétations de la vie collective ». Au-delà de certains traits récurrents (frustration sociale, sentiment d'impuissance civique, rapport étroit du discours avec la situation de vie individuelle, etc.), cette politisation de la réalité prend évidemment des formes diverses en raison de l'hétérogénéité de ce groupe : refuser la participation ; reconnaître une responsabilité civique et participative ; ou, entre les deux, se sentir repoussé dans les marges malgré des tentatives d'action. Quoiqu'il soit difficile pour tous ces jeunes d'activer leur capacité d'action (agentivité), on voit poindre, lorsqu'ils font l'expérience de l'engagement collectif, des facteurs favorables qui font écho à ceux identifiés dans les chapitres antérieurs : appartenance au groupe (Quéniart), existence d'une organisation qui encadre sans contraindre (Becquet, Guilloux *et al.*, Dallaire *et al.*, Greissler et Labbé), enjeux concrets, spécifiques et « *close to home* » (Dallaire *et al.*), acquisition progressive des compétences civiques et autonomisation personnelle (Dallaire *et al.*). Ces deux volets de la politisation sont très imbriqués et ce sont souvent ces pratiques effectives elles-mêmes qui permettent de consolider leur discours politique.

En deuxième lieu, **Élisabeth Greissler et François Labbé** se penchent eux aussi sur la multiplicité des profils de jeunes cumulant généralement une constellation de désavantages, à savoir ceux qui transitent par une *Auberge du cœur* (maison d'hébergement temporaire). Grâce à une enquête par observation participante et groupes de discussion (jeunes et intervenants), les auteurs étudient l'impact auprès d'eux d'une structure de mobilisation (RAJE Citoyenne), laquelle ressemble étonnamment un peu à la FESFO, puisqu'elle est « à la fois un mouvement de lutte collective par et pour des jeunes en difficulté et un espace d'expérimentation ainsi que de formation à l'action collective pour les jeunes et les intervenants ». Encore ici, l'organisme fournit un encadrement qui permet de surmonter les freins à la participation de cette population : pauvreté, difficultés liées à la santé, absence de socialisation politique antérieure, impression d'inutilité de l'action, etc. Les auteurs identifient trois types de « carrières » militantes (au sens de Becker) chez les jeunes du RAJE : le leadership, l'alternance et le « non-enragement ». Le cadre organisationnel et le travail des intervenants, assortis de rétributions personnelles (développement des habiletés) permettent à ces jeunes d'apprendre à se distancier de leur situation (un des vecteurs de la politisation chez Benedicto et Morán) et à renouer des liens positifs avec la société.

Ces deux textes font en outre écho à celui de Quéniart en réitérant le rôle du sentiment d'injustice comme instigateur de l'engagement, sauf que cette fois cette injustice est une expérience du quotidien, ce sur quoi porte le texte de **Lucia Rabello de Castro**. En partant des espaces fréquentés par les jeunes au quotidien (en l'occurrence l'école) plutôt que des performances spectaculaires sur la scène publique, elle cherche à voir comment l'injustice et l'oppression subies peuvent conduire à une politisation de la vie quotidienne, par l'interrogation puis la résistance face à des situations de domination. Elle analyse quelques résultats d'une enquête par questionnaires et groupes de discussion auprès de 1200 élèves provenant de 92 écoles du Brésil, pour observer le passage qui peut se faire de l'injustice subie individuellement jusqu'à la construction d'un « nous » étudiant. Dans un premier cas de figure (l'indignation devant les façons injustes d'être réprimandés), les élèves semblent surtout subir, impuissants, le pouvoir souverain du professeur. En revanche, dans les cas (assez fréquents au Brésil, semble-t-il) où l'enseignant rompt le pacte scolaire par des absences répétées, les élèves déclarent plus souvent préférer des approches qui les sortent de la soumission et qui nécessitent une part d'action collective (pétitions et protestations). Mais l'auteure perçoit surtout ce « nous » dans la vision sociétale (priorisant les enjeux liés à la jeunesse) et les choix politiques (préférer le candidat qui soutient des lois pour l'éducation) de certains jeunes, qui semblent démontrer une orientation cohérente axée sur les conditions des étudiants en tant que groupe social spécifique.

En filigrane de l'ensemble des textes, se profile un questionnement conceptuel. Ouvrant un champ très large de compréhension du rapport au politique chez les jeunes, les chapitres de cet ouvrage oscillent entre, d'un côté, focaliser sur les mécanismes de l'action politique ou, de l'autre, réfléchir plus largement aux processus de la politisation. Ainsi, en ce qui a trait à l'action politique, on trouve des chapitres axés sur des formes actives de participation et de contestation, voire de résistance : de la contribution des jeunes à la communauté et leur intégration à la société par le milieu associatif (Quéniart ; Becquet ; Guilloux *et al.* ; Dallaire *et al.*), jusqu'à des actions plus désenchantées, où des jeunes crient collectivement leur frustration parce qu'ils ne se sentent pas entendus (Bertho ; Benedicto et Morán ; Greissler et Labbé). En ce qui concerne le phénomène plus large qu'est la politisation, les chapitres rappellent progressivement qu'il implique le développement d'une conscience éthique désingularisée (Benedicto et Morán), laquelle passe par la reconnaissance d'enjeux conflictuels, la référence à des principes généraux de vivre ensemble ou encore l'inscription de soi dans un « nous » qui se trouve en position de domination, ou du moins en conflit

avec d'autres, que ce soit un groupe social spécifique (Rabello de Castro) ou plus largement la nouvelle figure du peuple de Bertho.

Bien qu'il y ait une large part de chevauchement entre ces deux grandes dimensions de la réflexion sur les rapports entre jeunes et politique, elles n'équivalent évidemment pas directement à la participation : on peut être politisé sans faire de l'action politique et on peut faire de l'action qui semble politique sans être politisé. Pour que ces actions (et la non-action) aient une portée politique, encore faut-il que les jeunes les pensent comme telles. Néanmoins, politisation et action politique sont des vases communicants, dont l'un peut engendrer l'autre et vice versa. En effet, parmi les multiples chemins que peut prendre la politisation de l'individu, figurent notamment les premières expériences d'action collective, que celles-ci soit spontanées ou orchestrées. C'est ce principe du développement de la conscience politique par l'action qui fonde l'activité de plusieurs organisations étudiées dans cet ouvrage. Et elles semblent y parvenir, du moins auprès de la catégorie de jeunes qui participent réellement à ces dispositifs. Toutefois, dans le contexte actuel – toujours lui – d'incertitude quant à l'avenir personnel des jeunes, la formule classique des dispositifs d'encadrement de cet apprentissage est peut-être mise en péril par l'accroissement de l'engagement pour soi (Becquet), quoique celui-ci soit encore, pour l'instant, fortement articulé à un engagement pour la collectivité.

Devant ce vaste champ ouvert par les divers auteurs de l'ouvrage, **Stéphanie Garneau**, en conclusion, contribue à resserrer l'analyse, d'abord en attirant l'attention sur les pièges tant du relativisme tous azimuts (qui consisterait à voir du politique partout) que des distinctions et oppositions fermes établies de manière décontextualisée et universelle entre ce qui constituerait une action politique et ce qui n'en serait pas une. Ensuite, au sujet des militants eux-mêmes, elle appelle à mieux documenter les processus longitudinaux de leur engagement, notamment concernant la variabilité des modes d'entrée et de sortie de l'action politique, le tout en lien avec les autres transitions qu'ils vivent. Elle invite dans la foulée à mieux décrypter les formes et les sources de désengagement et de non-engagement, incluant les rejets vécus en cours de participation. Enfin, elle propose des façons originales de voir l'articulation entre les niveaux méso et micro : outre l'influence des dispositifs sur les apprentissages des jeunes, il serait porteur de se pencher aussi sur ce que l'hétérogénéité des carrières individuelles révèle au sujet des associations qui les regroupent. L'exploration de ces diverses pistes passe par la multiplication des enquêtes

longitudinales dans une variété de contextes, notamment celles qui reposent sur de l'observation et des entretiens.

Pris collectivement, les chapitres diversifiés de ce livre apportent de l'eau au moulin de la documentation empirique et de la réflexion conceptuelle et théorique sur la politisation de jeunesses hétérogènes, conduisant le lecteur vers une meilleure compréhension des mutations dans les rapports entre jeunes et action politique.